

# Micheline Spoerri

PAR GEOFFROY DE CLAVIÈRE  
 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Comment avez-vous vécu les résultats de l'élection présidentielle ?

Je pense que 5 années de présidence de Sarkozy en période de crise, même le plus talentueux des politiciens n'aurait pu faire mieux. Il a manqué de temps pour les grandes réformes nécessaires. Un septennat lui aurait peut-être permis de réussir.

Etant résolument libérale, je suis donc inquiète des résultats.

Comment présenteriez-vous cette élection législative des Français de l'étranger ?

Comme dans d'autres pays européens, seuls les sénateurs représentaient leurs résidents à l'étranger. Mais désormais, c'est une représentation au suffrage universel à l'Assemblée nationale qui apporte une véritable légitimité aux élus. C'est donc un grand changement d'autant plus que cela a nécessité un redécoupage de la carte électorale. Ce changement constitue un progrès, mais également une inconnue car c'est une nouveauté. Ce qui a changé également c'est le profil socio-professionnel des Français de Suisse qui s'est considérablement diversifié.

Cette entrée en force des représentants des Français de l'étranger à l'Assemblée nationale, pourra-t-elle constituer une force, un «groupe» défendant les intérêts et les besoins des Français installés ailleurs ?

Il est trop tôt pour répondre. Les députés de l'étranger vont-ils se fondre dans le Parlement ou constituer un groupe de pression, on verra ? Le sujet de la fiscalité est important pour nos compatriotes expatriés et constitue un enjeu incontournable pour eux. Je saurai défendre leurs intérêts sur ce sujet, entre autre.



Quel est le niveau d'intérêt des Français de Suisse, pour cette campagne ?

Si internet n'existait pas, ce serait très difficile de communiquer. La presse suisse s'intéresse particulièrement aux législatives à cause du changement de Présidence ce qui permet aussi de diffuser l'information. Les consulats agissent, les réseaux personnels sont activés afin de rencontrer les électeurs mais sur le terrain ça n'est pas facile.

Quels sont vos thèmes de campagne ?

Mon objectif c'est la qualité de la relation franco-suisse. Rien ne peut se passer avec harmonie si la relation entre les deux pays n'est pas optimisée. Qu'on ne se méprenne pas, le rôle du député élu ne sera pas celui d'un diplomate mais devra se concrétiser sur un terrain pratique. Ce trait d'union entre deux nations est essentiel.

Si il y a une grande diversité socio-professionnelle de la population française résidant en Suisse un thème commun essentiel, c'est par exemple, la fiscalité. Celle-ci doit être juste. La protection sociale constitue également un enjeu important, tout comme l'Education dans le cadre des familles.

Pour défendre ces valeurs tout dépendra de la configuration du Parlement après les législatives. Si le basculement à gauche se confirme, ce sera une première historique. Je rappelle que le Sénat est récemment passé à gauche. Mais les 48% des Français de l'Hexagone qui ont voté pour Nicolas Sarkozy vont tout de même se manifester lors des prochaines échéances électorales.

Y-a-t-il un glissement vers la gauche, en France ?

Ce qui m'a interpellé, c'est l'importance de 4 courants politiques au 1er tour avec un pourcentage à «deux chiffres», le 4<sup>e</sup> étant Mélenchon avec presque 12%. Cela démontre une vraie fracture politique et socio-culturelle. Je ne crois pas au glissement à gauche. La France demeure un pays de centre droite même si ni Borloo, ni Bayrou, ni Morin n'ont réussi à constituer un centre fort.

10 candidats, voire plus, pour représenter les Français de l'étranger, ça n'est pas trop ?

Tous les partis sont représentés. Il y a en plus cinq indépendants, comme moi. 60 à 70% des électeurs vont voter pour des partis, selon certains sondages. Nous connaissons, surtout, nous les indépendants, un manque de médiatisation, dans cette campagne. Je pense avoir mes chances mais reste que ce changement constitutionnel et politique constitue un grand point d'interrogation.

Née à Alger d'une mère française et d'un père zurichois, elle quitte l'Algérie pour Bergerac à l'âge de 15 ans. Après l'obtention d'un diplôme de biologie médicale et d'un doctorat en chimie analytique, elle devient chef d'entreprise dans le domaine de la santé. Administratrice des HUG de 1995 à 2001, députée de 1993 à 2001 puis Conseillère d'Etat de 2001 à 2005. Chevalier de la Légion d'honneur, elle est consultante dans le domaine de la santé depuis 2008.